

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 04 MAI 2011

WOENSDAG 04 MEI 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 36 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

01 Question de Mme Veerle Wouters au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'utilisation de crédits du SPF Emploi pour augmenter les crédits de fonctionnement du cabinet de la ministre de l'Emploi" (n° 3568)

01.01 **Veerle Wouters** (N-VA): Il ressort d'un avis de la Cour des comptes que le secrétaire d'État au Budget a avalisé la redistribution d'un certain nombre de montants au SPF Emploi. Il s'agit, d'une part, d'un montant de 270 000 euros correspondant aux crédits destinés à financer les subsides accordés aux organisations privées dans le cadre de la diversité, de l'interculturalité et de l'égalité des chances, et, d'autre part, d'un montant de 138 000 euros correspondant aux crédits destinés à rémunérer le personnel détaché. Cet argent est actuellement utilisé pour majorer les traitements de la ministre de l'Emploi et des collaborateurs de son cabinet, ainsi que les rémunérations octroyées aux experts. La ministre s'est donc appropriée les crédits de son SPF pour augmenter ses propres crédits de fonctionnement.

Sur quelle base le secrétaire d'État a-t-il autorisé la redistribution de ces montants?

01.02 **Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le 14 décembre 2010, l'Inspection des Finances a formulé un avis favorable sur la redistribution de l'allocation de base 2010/34. La Cour des comptes a ensuite constaté que seule la réduction de l'allocation de base 23.01.01.12.21.48 d'un montant de 138 000 euros était conforme à la loi. En revanche, la proposition de réduction de l'allocation de base 23.40.20.33.00.11 d'un montant de 270 000 euros ne l'était pas.

Le but de la redistribution était de résoudre une série de problèmes. Le Service central des dépenses fixes (SCDF) a, plusieurs mois durant, continué à payer une série de collaborateurs dont le contrat de travail était terminé. Des erreurs ont par ailleurs été commises dans le calcul des salaires de certains collaborateurs de la ministre de l'Emploi et de la ministre elle-même. Les montants du pécule de vacances et de la prime de fin d'année n'avaient en effet pas été correctement calculés. Un problème persiste en outre auprès de la cellule stratégique de la ministre de l'Emploi en ce qui concerne la rémunération de quatre collaborateurs et de deux prédécesseurs.

Selon le principe de spécialité budgétaire, les moyens budgétaires ne sont pas mis globalement à la disposition du gouvernement mais sont attribués de manière détaillée en fonction de l'objectif des dépenses. De ce fait, une meilleure répartition des dépenses est possible dès qu'elles sont identifiables et nécessaires aux objectifs fixés par les programmes d'activation. Ceci entraîne, assez logiquement, la limitation au maximum des programmes de subsistance.

La Cour des comptes donne la priorité à cette approche mais des dérogations sont possibles. Ainsi, pour les crédits d'engagement, de nouvelles répartitions doivent être opérées au sein de chaque programme du budget général des dépenses tandis que pour les crédits de liquidation, de nouvelles répartitions doivent être opérées au sein d'une section du budget général des dépenses.

Une autre dérogation concerne les crédits d'engagement ne concernant pas les cellules stratégiques. Les

départements peuvent redistribuer les allocations de base pour les dépenses en personnel au sein d'une même section du département. Cette possibilité existe aussi pour les dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Cela signifie qu'au sein d'une section départementale, tant un super-programme de crédits de personnel qu'un super-programme de crédits de fonctionnement et d'investissement sont créés sans distinction de programme. Ceci va à l'encontre du principe de programme budgétaire.

Parallèlement, chaque cellule stratégique dispose d'une enveloppe pour les dépenses de personnel et d'une enveloppe pour les moyens de fonctionnement. Dans la pratique, les services du budget tolèrent que les cellules stratégiques opèrent une redistribution entre les crédits de personnel et les crédits de fonctionnement. Par conséquent, on pourrait, sur le modèle des crédits de liquidation, tolérer également pour les crédits d'engagement une redistribution entre les crédits de personnel, de fonctionnement et d'investissement.

Mon autorisation de redistribuer les crédits d'engagement découle donc d'une combinaison de la technique existante de redistribution des crédits de liquidation et de la pratique tolérée pour les cellules stratégiques. En outre, la redistribution est fondée sur une allocation de base soumise au contrôle interne du ministre de l'Emploi, à savoir les subventions aux organes privés.

Cette solution devait en réalité faire l'objet d'un cavalier budgétaire au sein de la section 23 du budget général des dépenses du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. La meilleure solution aurait été d'approuver un ajustement budgétaire et d'affecter ainsi des crédits supplémentaires au programme de la cellule stratégique de la ministre de l'Emploi. L'option finalement retenue a toutefois été de recourir à des crédits disponibles, mais toujours non utilisés en fin d'année, pour payer des dépenses non transférables à l'année budgétaire suivante.

01.03 Veerle Wouters (N-VA): Je ne pense pas que les crédits des ministres fassent exception à la règle et un transfert d'argent d'un SPF vers un cabinet n'est pas autorisé. Pour le reste, le secrétaire d'État évoquait des moyens destinés à la rémunération d'experts et il me semblait que les experts n'étaient pas payés par le SCDF.

La redistribution n'est donc en principe pas possible. Je trouve inadmissible que la ministre de l'Emploi utilise des fonds du SPF Emploi pour augmenter ses ressources propres.

01.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): J'ai énuméré les arguments qui indiquent que la redistribution des moyens est conforme à la loi. Nous avons choisi cette option parce que j'estime que j'assure une meilleure gestion en réduisant les dépenses et en utilisant les moyens disponibles pour effectuer différents paiements.

01.05 Veerle Wouters (N-VA): Mais il y a malgré tout infraction à la loi. Les moyens doivent être affectés aux dépenses pour lesquelles ils ont été dégagés et s'ils sont insuffisants, les crédits doivent être adaptés conformément aux dispositions légales.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 4349 de Mme Muylle est transformée en question écrite.

La discussion des questions se termine à 10 h 53.

De vergadering wordt geopend om 10.36 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het gebruik van kredieten van de FOD Werkgelegenheid voor de verhoging van de kabinetskredieten van de minister van Werk" (nr. 3568)

01.01 Veerle Wouters (N-VA): Uit een advies van het Rekenhof blijkt dat de staatssecretaris voor Begroting

zijn akkoord heeft gegeven voor de herverdeling van een aantal bedragen bij de FOD Werkgelegenheid. Het gaat over een bedrag van 270.000 euro van de middelen voor toelagen aan privéorganisaties in het kader van diversiteit, interculturaliteit en gelijkheid van kansen en over een bedrag van 138.000 euro van de middelen voor gedetacheerd personeel. Dit geld wordt nu gebruikt om de wedden van de minister van Werk en haar kabinetsleden te verhogen, evenals de bezoldigingen aan experts. De minister heeft zich dus de middelen van haar FOD toegeëigend om haar eigen werkmiddelen te verhogen.

Op welke grond heeft de staatssecretaris de herverdeling van deze bedragen toegestaan?

01.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De herverdeling van de basisallocatie nr. 2010/34 kreeg op 14 december 2010 een gunstig advies van de Inspectie van Financiën. Het Rekenhof heeft daarop vastgesteld dat alleen de vermindering van basisallocatie 23.01.01.12.21.48 met een bedrag van 138.000 euro conform de wet was. Het voorstel tot vermindering van basisallocatie 23.40.20.33.00.11 met een bedrag van 270.000 euro was dat niet.

De herverdeling had tot doel een aantal problemen op te lossen. De Centrale Dienst van Vaste Uitgaven (CDVU) is gedurende meerdere maanden een aantal medewerkers, wier arbeidsovereenkomst beëindigd was, blijven betalen. Er zijn ook fouten gemaakt bij de berekening van de salarissen van bepaalde medewerkers van de minister van Werk en van de minister zelf. De bedragen van het vakantiegeld en de eindejaarspremie werden immers niet correct berekend. Daarnaast is er bij de beleidscel van de minister van Werk een aanhoudend probleem met de bezoldiging van vier medewerkers en twee voorgangers.

Volgens het budgettaire specialiteitsbeginsel worden begrotingskredieten niet volledig ter beschikking gesteld van de regering, zij worden op een gedetailleerde manier toegekend naargelang van het doel van de uitgaven. Daardoor is een betere verdeling van de uitgaven mogelijk zodra zij identificeerbaar zijn en noodzakelijk voor de in de activeringsprogramma's vastgelegde doelstellingen. Het logische gevolg is dat de bestaansmiddelenprogramma's maximaal worden beperkt.

Het Rekenhof geeft voorrang aan deze aanpak, maar er zijn afwijkingen mogelijk. Zo moeten voor de vastleggingskredieten nieuwe verdelingen worden gemaakt binnen elk programma van de algemene uitgavenbegroting en moeten voor de vereffeningskredieten nieuwe verdelingen worden gemaakt binnen een sectie van de algemene uitgavenbegroting.

Een andere afwijking heeft betrekking op de vastleggingskredieten die geen betrekking hebben op de beleidscellen. De departementen mogen de basisallocaties voor de personeelsuitgaven onder elkaar herverdelen, binnen eenzelfde departementssectie. Dezelfde mogelijkheid bestaat voor de werkings- en investeringsuitgaven.

Dat betekent dat binnen een departementale sectie zowel een superprogramma van personeelskredieten als een superprogramma van werkings- en investeringskredieten wordt gecreëerd, zonder onderscheid in programma. Dat druist in tegen het principe van het budgetprogramma.

Daarnaast beschikt elke beleidscel over een enveloppe voor personeelskosten en een enveloppe voor werkmiddelen. In de praktijk staan de begrotingsdiensten echter toe dat de beleidscellen een herverdeling maken tussen personeels- en werkmiddelen. Het gevolg daarvan is dat men, naar het voorbeeld van de vereffeningskredieten, ook voor de vastleggingskredieten een herverdeling zou kunnen toestaan tussen de personeels-, werkings- en investeringskredieten.

Mijn toestemming voor de herverdeling van de vastleggingskredieten vloeit dus voort uit een combinatie van de bestaande herverdelingstechniek van vereffeningskredieten en de toegestane praktijk voor de beleidscellen. Bovendien is de herverdeling gebaseerd op een basisallocatie waarover de beleidscel van de minister van Werk een interne controle uitvoert, met name de toelage aan privéorganen.

Deze oplossing moest eigenlijk het voorwerp uitmaken van een begrotingsruiter binnen sectie 23 van de algemene uitgavenbegroting van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. De beste oplossing was geweest om een budgettaire aanpassing goed te keuren en zo extra kredieten te geven voor het programma van de beleidscel van de minister van Werk. Er werd echter gekozen om beschikbare, maar op het einde van het jaar ongebruikte kredieten aan te wenden voor het vereffenen van niet naar het volgende

begrotingsjaar overdraagbare uitgaven.

01.03 **Veerle Wouters** (N-VA): Volgens mij gelden er geen uitzonderingen voor kredieten van ministers en mag er geen geld overgebracht worden van een FOD naar een kabinet. Verder had de staatssecretaris het over middelen die bestemd zijn voor de bezoldiging van experts, maar ik dacht dat experts niet worden betaald door de CDVU.

In principe mag er dus geen herverdeling zijn. Het feit dat de minister van Werk geld van de FOD Werkgelegenheid gebruikt om haar eigen middelen te verhogen acht ik ontoelaatbaar.

01.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Ik heb de argumenten opgesomd die aangeven dat de herverdeling van middelen conform de wet is. Wij hebben voor deze optie gekozen omdat ik van mening ben dat ik beter bestuur door minder uit te geven en gelden die beschikbaar zijn, te gebruiken om een en ander te betalen.

01.05 **Veerle Wouters** (N-VA): Doch de wet wordt hier wel degelijk overtreden. Het geld moet gebruikt worden waar het ingeschreven is en als dat niet voldoende is, moeten de kredieten volgens de regels van de wet aangepast worden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 4349 van mevrouw Muylle wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

De behandeling van de vragen wordt gesloten om 10.53 uur.